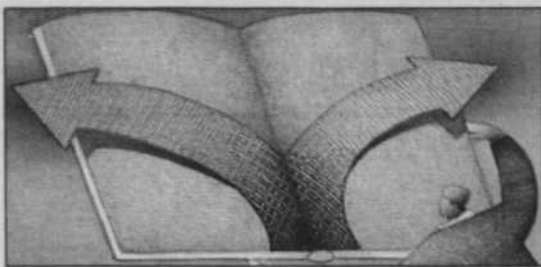


AGORA

Les cégeps méritent
un vrai débat
Page D 4



HOCKEY

Le Lightning et les Flames
ont de belles années devant
eux
Page D 6



LE MONDE

Décès de Ronald Reagan



WILLIAM PHILPOTT REUTERS

Rien n'est laissé au hasard pour les funérailles de Ronald Reagan à Washington vendredi. Hier, le corbillard devant transporter le cercueil du 40^e président américain a défilé devant le Capitole. L'ancien président soviétique Mikhaïl Gorbatchev sera présent aux funérailles. Gorbatchev avait des relations personnelles étroites avec la famille Reagan. Le président russe Vladimir Poutine, qui n'a pas caché à plusieurs reprises qu'il regrettait la dislocation de l'URSS, n'a pas réagi publiquement à la mort de Reagan, disparu samedi dernier à l'âge de 93 ans, alors que Gorbatchev, secrétaire général du PC soviétique de 1985 à 1991, a fait son éloge.

L'Amérique centrale se souvient

« Que Dieu lui pardonne »

ARTURO GUDINO

Managua — La mort de l'ancien président américain Ronald Reagan a réveillé le souvenir douloureux des guerres civiles des années 80 en Amérique centrale lorsque son anticommunisme viscéral le fit armer des forces militaires de droite, opération qui culmina dans le scandale Iran-Contras.

La droite centraméricaine et les contre-révolutionnaires nicaraguayens le vénèrent comme un héros de la démocratie mais la gauche, notamment au Salvador, n'a pas oublié que sous ses deux mandats, des troupes appuyées par Washington commirent des atrocités qui coûtèrent la vie à des milliers de civils.

Face au triomphe des sandinistes au Nicaragua en 1979 et à la poussée de mouvements rebelles de gauche au Salvador et au Guatemala, Reagan abandonna la politique de son prédécesseur Jimmy Carter pour une offensive militaire dans la région.

Dix mois après son arrivée au pouvoir, en 1981, Reagan signe une directive secrète autorisant l'agence de renseignement américaine CIA à apporter une aide de 20 millions de dollars aux Contras (les contre-révolutionnaires nicaraguayens) financée partiellement par la vente illégale d'armes à l'Iran.

Dans son autobiographie, le lieutenant-colonel Oliver North, chef de cette opération, a as-

suré que « Reagan était au courant de tout ». S'il avait avoué cela lors de son historique audition au Congrès américain, le président aurait sans doute été destitué.

Sous ses deux mandats, Reagan décida aussi d'appuyer l'armée du Salvador et envoya des conseillers militaires pour étouffer la rébellion du Front Farabundo Martí de libération nationale au cours d'une guerre civile de 12 ans au lourd bilan de 75 000 morts, dont les victimes des « escadrons de la mort », de 7000 disparus et de l'exode de près de un million de civils jusqu'à des accords de paix de 1992.

« Il était convaincu que la seule porte de sortie [du communisme] pour l'Amérique centrale était militaire. Il ne voulait pas donner de chance à la paix et pensait que négocier avec les sandinistes était inutile, ce en quoi il se trompait », a déclaré l'ex-président costaricain Oscar Arias, Prix Nobel de la paix et artisan de plusieurs accords de paix centraméricains.

Le leader de la rébellion sandiniste Daniel Ortega, dont le gouvernement (1979-90) affronta 180 000 Contras dans un conflit qui fit 60 000 morts et blessés, a commenté le décès de Reagan en demandant « que Dieu lui pardonne ».

« Le plus regrettable c'est que lorsqu'il exerçait un pouvoir aussi grand, il a commis des crimes restés impunis, pas seulement au Nicaragua mais ailleurs dans le monde », a-t-il ajouté.

Pour le dirigeant de la Contra, Adolfo Calero Portocarrero, Reagan a été « une des plus grandes figures du XX^e siècle. Il était convaincu qu'il devait sauver le Nicaragua du communisme. Nous remercions son appui et ven remercions. Sans lui, peut-être serions-nous un autre Cuba ».

Le nouveau président salvadorien, le conservateur Antonio Saca, a lui aussi rendu hommage à Reagan, qui « s'est identifié à ce pays [le Salvador], à sa démocratie, et l'a aidé dans les moments difficiles ».

Au contraire, le responsable de l'administration de l'archevêché de San Salvador, Maria Julia Hernandez, a regretté que le gouvernement Reagan « n'ait fait l'objet d'aucune enquête ni n'ait été jugé pour ses responsabilités dans les graves violations commises au Salvador ».

Au Honduras également, le souvenir laissé par l'administration Reagan est mitigé puisque Reagan fit pression sur ce pays pour que s'y installent des bases militaires des contras nicaraguayens et finança un escadron qui élimina 182 opposants dans les années 80.

Au Guatemala, des troupes spéciales assistées indirectement par Washington marquèrent aussi l'ère Reagan par les pires massacres d'une guerre civile qui dura 36 ans et dans laquelle périrent plus de 200 000 personnes.

Agence France-Presse

Les homosexuels ne sont pas tristes

GILES HEWITT

New York — La mort de Ronald Reagan n'a pas attristé la communauté homosexuelle américaine, qui garde rancœur à l'ancien chef d'Etat américain pour son indifférence envers l'épidémie de sida ayant débuté dans les années 80, alors qu'il présidait aux destinées des Etats-Unis.

Alors que les hommages à la mémoire de l'ancien président, mort samedi à l'âge de 93 ans, se succèdent, la communauté homosexuelle marque ses distances. Pour eux, la présidence Reagan porte des traces de sang, celui de milliers de victimes de l'épidémie de sida.

« Ce n'est pas qu'il ait simplement ignoré la maladie [...]. Ce qui est incroyablement triste, c'est que lui et son adminis-

tration aient délibérément décidé de ne rien faire du tout », a expliqué Mark Milano, un spécialiste du traitement qui vit avec le virus du sida depuis 1981. Les premiers éléments portant sur l'épidémie de sida sont apparus au début de la présidence Reagan quand une forme rare de cancer a commencé à faire des ravages dans la communauté homosexuelle. Le terme « sida » est apparu en 1982. Mais ce n'est pas avant 1987 que Ronald Reagan a mentionné pour la première fois le sida, déplorant des activistes. Cette année-là, le nombre de cas s'élevait déjà à 60 000, dont 30 000 morts.

Reagan
considérait le
sida « comme
la rougeole,
qui part toute
seule »

Pour certains, l'absence de fonds fédéraux pour combattre la maladie a contribué à sa propagation.

Selon un médecin à la Maison-Blanche, Ronald Reagan considérait, entre 1984 et 1985, le sida « comme la rougeole, qui part toute seule ».

Lou Cannon, l'un de ses biographes, a écrit dans un ouvrage que sa réponse à l'épidémie avait été « hésitante et inefficace ». C. Everett Koop, ancienne autorité médicale américaine (surgeon general) sous Reagan, a souligné en 2001 qu'il avait été privé, du fait des « politiques différentes conduites au sein de chaque ministère », de toute discussion sur le sida pendant les cinq premières années de l'administration Reagan. « Parce que la contamination du sida affecte essentiellement la communauté gay et les utilisateurs de seringues, les principaux conseillers du président ont pris le parti d'estimer que les malades n'avaient que ce qu'ils méritaient », a ajouté Koop.

De nombreux militants gays ne considèrent toutefois pas l'ancien président comme un homophobe et

estiment que son action a été avant tout dictée par les fortes valeurs morales et conservatrices ayant dominé les années de sa présidence.

« La réponse du gouvernement est une conséquence de la mainmise de l'Eglise conservatrice évangéliste, qui considère les homosexuels comme des pêcheurs et le sida comme un châtiment mérité de Dieu », souligne Matt Foreman, un activiste. « Je ne pense pas que Reagan haïssait les homosexuels, mais je sais que la politique de son administration sur la gestion de l'épidémie a causé et continué de causer le désespoir et la mort ».

« Je ne verse aucune larme après la mort de Ronald Reagan », écrit Philip Hitchcock, un artiste gay de Californie, dans une lettre publiée lundi par le Los Angeles Times. « Mes larmes vont aux centaines de milliers d'Américains contaminés par le VIH et que Reagan a ignorés ».

Agence France-Presse

Guerre en Irak

Affrontements
sanglants,
otages libérés

Mossoul — Au moins 17 personnes ont été tuées et 81 blessées hier dans des attaques et des affrontements en Irak, tandis que six otages étrangers ont été libérés.

A Mossoul (nord), dix personnes ont été tuées et 37 autres blessées, dont un haut responsable de la police et son fils, dans l'explosion d'une voiture piégée, selon l'armée américaine et des sources hospitalières.

« Selon des témoins, la voiture piégée était un taxi et trois personnes se trouvaient à l'intérieur », a affirmé le lieutenant-colonel américain Joseph Flek.

Selon le général Adnane Jassem al-Obeidi, de la police de Mossoul, l'explosion a eu lieu au passage du convoi du général Sami al-Hajj Issa, chef de la sécurité de Mossoul, qui a été blessé, ainsi que son fils.

A Baaqouba, (au nord-est de Bagdad), un soldat américain et un irakien ont été tués et 31 personnes blessées, dont dix GI, dans un attentat à la voiture piégée à l'entrée de la principale base militaire américaine de la ville, selon l'armée et une source médicale.

Un civil irakien a été tué et trois autres ont été blessés par un engin explosif dans la rue principale de Kirkouk (255 km au nord de Bagdad), selon la police.

Dans la même région, un sabotage a eu lieu sur l'oléoduc reliant les gisements de Kirkouk au terminal turc de Ceyhan, a indiqué le chef de la sécurité de la Compagnie pétrolière du Nord (NOC), Ghazi Talabani, précisant que « les travaux [de réparation] pourraient être terminés mardi [hier] soir ».

Au sud de Bagdad, six soldats de la coalition, deux Polonais, un Letton et trois Slovaques, ont été tués et plusieurs autres blessés hier dans une explosion dans un dépôt de munitions à Al-Suwayrah.

Le colonel Zdzislaw Gnatowski, porte-parole de l'état-major à Varsovie, n'a pas exclu qu'il pourrait s'agir d'une attaque mais a privilégié la thèse de l'accident.

D'autres part, quatre civils irakiens ont été tués et dix autres blessés dans des accrochages entre la guérilla et les forces américaines à

Karma, à 20 km à l'est de Fallouja, selon une source hospitalière.

Cette nouvelle vague de violence intervient quelques heures avant le vote d'un projet de résolution sur le transfert de souveraineté à l'Irak, qui pourrait être adopté à l'unanimité du Conseil de sécurité de l'ONU.

Trois otages italiens, détenus depuis le 12 avril, ont été libérés par les forces de la coalition. Un otage polonais, Jerzy Kos, a également été libéré, a annoncé le commandant de la brigade polonaise en Irak, le général Mieczyslaw Bieniek. Il avait été enlevé la semaine dernière.

Le consul d'Italie à Bagdad, Fabrizio Nicoletti, a affirmé que les quatre otages avaient été libérés lors d'une opération de la coalition. Le chef des forces terrestres de la coalition en Irak, le général Ricardo Sanchez, a affirmé quant à lui que plusieurs ravisseurs avaient été arrêtés durant l'opération.

L'agence turque Anatolie a pour sa part indiqué que deux Turcs enlevés dimanche soir près de Fallouja ont été libérés hier.

A Bagdad, plusieurs milliers de partisans du grand ayatollah chiite Ali Sistani ont manifesté contre toute référence à la Loi fondamentale dans la résolution que doit adopter le Conseil de sécurité.

Adoptée le 8 mars par le Conseil de gouvernement, dissous depuis, la Loi fondamentale reste en vigueur jusqu'au terme de la période transitoire prévue fin 2005. L'ayatollah Sistani a toujours été opposé à cette loi car elle ne stipule pas notamment que l'islam est la seule source de législation.

Par ailleurs, le nouveau gouvernement intérimaire irakien a pris en charge le contrôle total du secteur pétrolier du pays, qui détient les deuxième plus grandes réserves prouvées du monde.

« Nous avons maintenant le contrôle total, il n'y a plus de conseillers. Nous menons la barque », a déclaré le ministre du Pétrole, Thamer Abbas Ghabbane, lors d'une visite à la raffinerie de pétrole de Doura, dans la banlieue sud de Bagdad.

Agence France-Presse

Cellules souches embryonnaires

Démocrates
et républicains réclament
un assouplissement

Washington — Environ 60 sénateurs américains démocrates et républicains ont adressé une lettre au président George W. Bush pour lui demander d'assouplir les restrictions fédérales relatives à l'utilisation de cellules souches embryonnaires dans la recherche médicale.

« Nous souhaiterions travailler avec vous pour modifier la politique actuelle régissant la recherche sur les cellules souches de manière à donner à la médecine de plus grandes possibilités de trouver des traitements pour guérir de nombreuses maladies » comme celle d'Alzheimer, écrivent ces 58 sénateurs — 43 démocrates, 14 républicains et un indépendant — dans un courrier transmis en fin de semaine à la Maison-Blanche et dont une copie a été rendue publique hier.

« Cette question est d'autant plus poignante que l'ancien président Ronald Reagan souffrait de la maladie d'Alzheimer, une des maladies parmi d'autres toutes aussi terribles, dont la guérison pourrait trouver une solution dans les recherches sur les cellules souches », a commenté la sénatrice démocrate de Californie, Dianne Feinstein,

cosignataire de la lettre au président Bush.

Nancy Reagan, la veuve de l'ancien président, avait lancé un appel allant dans le même sens en mai, lors d'un dîner pour lever des fonds privés pour la recherche sur les cellules souches en compagnie de l'acteur Michael J. Fox, atteint de la maladie de Parkinson.

Les milieux conservateurs et religieux des Etats-Unis s'opposent à la recherche médicale dans ce domaine, convaincus que des expériences des scientifiques détruisent des vies humaines. Les cellules sont généralement prélevées sur des embryons humains à un stade très précoce pour être cultivées en laboratoire afin de former des souches.

Les cellules souches embryonnaires constituent alors des cellules « mères » capables de se développer en différents types de tissus, que ce soit des os, des nerfs, des muscles, voire des neurones.

L'administration Bush a décidé, le 9 avril 2001, de réduire les fonds fédéraux destinés à la recherche sur les cellules souches embryonnaires créées avant cette date.

Agence France-Presse

LE MONDE

Selon des rapports d'experts américains

Torturer n'est pas un mal

Washington — La presse américaine a dévoilé hier l'existence de rapports rédigés par des experts du gouvernement américain en 2002 et 2003 qui justifieraient dans certains cas le recours à la torture mais le ministre de la Justice John Ashcroft a refusé d'en communiquer une copie au Congrès.

Selon le quotidien Washington Post, le département américain de la Justice estimait en août 2002 dans un mémorandum adressé à la Maison-Blanche que le recours à la torture dans la lutte contre le terrorisme pouvait être justifié par des arguments de légitime défense.

D'après le Post, ce document avait été adressé au conseiller de la Maison-Blanche Alberto Gonzalez par les services juridiques du département de la Justice en réponse à une demande de la CIA (Centrale américaine du renseignement) sur les règles à observer pour les interrogatoires. John Ashcroft, qui a assuré hier que le gouvernement «rejette le recours à la torture», a refusé de communiquer au Congrès une copie de ce mémorandum. Devant la commission judiciaire du Sénat, il a expliqué qu'un tel document, à usage interne, n'avait pas à être divulgué aux parlementaires, suscitant la colère de l'opposition démocrate. Le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld a approuvé l'an dernier 24 techniques d'interrogatoires dont sept qui ne figurent pas dans le manuel officiel de l'armée de terre concernant les interrogatoires de détenus sur la base de Guantanamo (Cuba), à indiqué par ailleurs hier un porte-parole du Pentagone.

«Je ne peux pas donner de détails [sur ces techniques d'interrogatoires] car cela demeure secret», a précisé Bryan Whitman. «Mais, a-t-il ajouté, la politique des États-

Unis a toujours été en faveur de traitements humains pour ces personnes en détention.»

Le mémorandum obtenu par le Post affirme que les lois internationales contre la torture «peuvent être anticonstitutionnelles si elles s'appliquent aux interrogatoires» conduits pendant la guerre contre le terrorisme.

Mais il précise que torturer un suspect en captivité «peut être justifié» si l'agent américain qui pratique la torture «le fait afin d'empêcher d'autres attaques contre les États-Unis par le réseau terroriste al-Qaïda».

Il ajoute qu'infliger une douleur modérée ou brève ne constitue pas nécessairement un acte de torture, lequel «doit être équivalent en intensité à la douleur accompagnant une blessure physique grave, comme une défaillance organique, l'altération d'une fonction corporelle, ou même la mort». Selon le quotidien, ce mémorandum d'août 2002 a servi de base à un rapport confidentiel rédigé en mars 2003 par les avocats du Pentagone à l'intention du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, après que des responsables du camp de Guantanamo se furent plaints de ne pas s'être suffisamment informés de la part de leurs prisonniers. L'existence de ce rapport de 2003 a été révélée lundi par le Wall Street Journal.

Le New York Times affirme pour sa part avoir obtenu toute une série de rapports dont celui de mars 2003. Le quotidien cite un mémorandum rédigé en janvier 2002 par le département de la Justice et qui fournit des arguments pour éviter à des responsables américains d'être poursuivis pour crimes de guerre à propos du traitement des prisonniers.

Agence France-Press



Le ministre de l'Habitat, Effi Eitam (à gauche) et le vice-ministre des Affaires sociales, Yitzhak Lévy, tous deux membres du Parti national religieux (PNR, porte-parole des colons), ont présenté leurs lettres de démission au premier ministre Ariel Sharon.

Retrait de la bande de Gaza

Le gouvernement Sharon tangué

Jérusalem — Le gouvernement israélien a dû affronter une crise hier après qu'un ministre et un vice-ministre eurent renoncé à leurs portefeuilles pour protester contre le retrait de la bande de Gaza adopté dimanche et applicable à compter de mars 2005.

Le ministre de l'Habitat, Effi Eitam, et le vice-ministre des Affaires sociales, Yitzhak Lévy, tous deux membres du Parti national religieux (PNR, porte-parole des colons), ont présenté leurs lettres de démission au premier ministre Ariel Sharon.

«La décision du gouvernement offre sur un plateau au [mouvement palestinien radical] Hamas un État terroriste, fondé sur le sang juif», a affirmé M. Eitam dans sa lettre, selon la radio israélienne. «Le drapeau d'Eretz Israël [aux

frontières bibliques] a été mis en berne sous votre direction», a de son côté écrit M. Lévy.

Tous deux se sont ainsi élevés contre la décision du gouvernement prévoyant le démantèlement échelonné de 21 colonies de la bande de Gaza et de quatre autres isolées dans le nord de la Cisjordanie. Ces lettres de démission seront effectives 48 heures après leur remise à M. Sharon. Un des chefs spirituels du PNR, l'ex-grand rabbin d'Israël Mordechai Eliahu, préconise que la formation rejoigne l'opposition.

Un dirigeant du PNR, le député Shaoul Yaalom, a toutefois vivement attaqué à la télévision les ministres démissionnaires, estimant «qu'ils divisent le parti et poignent la division dans le dos». Le second ministre du PNR, Zvoulon

Oriev (Affaires sociales), n'a en revanche pas renoncé à son portefeuille. Emanation politique des colons, le PNR compte six députés, et ses instances doivent se réunir lundi sur le maintien ou non de la formation au sein de la coalition gouvernementale.

L'Union nationale d'extrême droite a quitté cette coalition après le limogeage de ses deux ministres dimanche.

Privé du soutien du PNR, M. Sharon ne disposerait plus que de 55 députés sur un total de 120 au Parlement, ce qui augmenterait les chances de formation d'un gouvernement d'union nationale avec le Parti travailliste.

Lundi, M. Sharon a échappé à deux motions de censure grâce à l'abstention des travaillistes. Le dirigeant palestinien Yasser

Arafat a affirmé hier avoir accepté une initiative égyptienne destinée à mettre fin à la violence et accusé Israël de tergiverser dans l'application de son plan de retrait de Gaza.

«Comme vous voyez, nous avons accepté ce qu'ont proposé nos frères égyptiens, mais ils [les Israéliens] ont annoncé qu'il y aura un nouveau vote pour chaque étape et que la première phase ne commencera que l'année prochaine», a-t-il déclaré à Ramallah, en Cisjordanie.

Sur le terrain, la frontière israélo-libanaise a connu de nouveaux affrontements après des tirs du Hezbollah chiite contre des positions de l'armée israélienne dans le secteur controversé des fermes de Chebaa.

Agence France-Press

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel: petitesannonces@ledevoir.com

AVIS DE DÉCÈS

IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
IMMOBILIER COMMERCIAL
MARCHANDISES
OFFRES D'EMPLOI
PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00
Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

164 CONDOMINIUMS À LOUER
CONDOS DE LUXE
3 1/2 et 4 1/2 avec balcon. Électros-ménagers et service de sécurité inclus.

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER
ST-ANTOINE-DE-TILLY. Maison ancestrale, dans village, pr. fleuve, 20 min. Québec, tt. équipé, foyer, idéal pour vacances, tourisme, repos, séjours de travail, 2-4 pers. Sem/jour. 418-886-4381

Le mémoriel
www.lememorial.com
(514) 525-1149
2190 Mont-Royal Est
Montréal, Qc H2H 1K3
Télec.: (514) 525-7999

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE
DEUX-MONTAGNES - 3 minutes de la gare, 40 min. de lecture de la gare Centrale. Face piste cyclable, semi-déj., 3 c.à.c., 2 s.b., 1 080 p.c. 150 000 \$. 514-944-1849

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
OUTREMENT
Près Laurier. Grand haut duplex. 3 électros. Chauffé. Libre. 450-451-5819

165 PROPRIÉTÉS À LOUER
AHUNTSIC NOUVEAU SUR LE MARCHÉ
Rue paisible, entretenu avec goût, 3 c.à.c., grande cour, électros inclus, garage double, sous-sol fini, foyer, +++ 1 sept. 2 000 \$/m. 514-979-6916

301 ŒUVRES D'ART
ARGENT COMPTANT
Urgent! Recherchons TABLEAUX... M.A. Fortin, F. Jacurto, R. Richard, L. Ayotte, A. Rousseau, Susor Côté, A. Pellet, J.-P. Lemieux, S.M. Cosgrove, J.-P. Riopelle, etc., etc... Achetons également tableaux européens et américains Sans frais 1-866-529-6663 pour Montréal 514-827-1798 pour Québec 418-655-4706

530 COURS
ANGLAIS (TOEFL) par diplôme, Ph.D. 8hres/2005 514.489.3801
ATELIER D'ÉCRITURE SYLVIE MASSICOTTE 450-247-0489
540 SANTÉ / PRODUITS NATURELS
La mer qui nous nourrit en Omega-3. 450-646-3732 WWW.TRIOMEGA.CA
575 DÉMÉNAGEMENTS
G. JODOIN TRANSPORT INC. Déménagements de tous genres Spécialité: appareils électriques Assurance complète. 253-4374
695 AUTOMOBILES
TOYOTA ECHO Hatchback 2004 26 000km. Couleur rouge. 13 000\$ 514-245-6764

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS
PLATEAU - 2e, 1 c.à.c., luxueux, 916 p.c., lumineux, foyer, boiseries, 250 000 \$. 514-524-4645

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
MÉTRO SHERBROOKE
(accès direct) 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2. Vue Mt-Royal, balcon. Elec, clim., chauffé, frigo, cuisinière. Piscine, sauna, buanderie. Tout inclus. (514) 281-1551

167 MEUBLÉS
C.D.N. adj. Westmount
Beau grand 7 1/2 meublé, haut duplex, très éclairé, 3 c.à.c., 2 s.b., p.l. bio-franc. 1 600\$ Disp. mi-juin. 514-737-4193 514-349-0403

307 LIVRES ET DISQUES
"Librairie Bonheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité en tout genre. (514) 914-2142 4487 de la Roche/M-Royal.
BOUQUINERIE ST-DENIS(4075)
achète à domicile: arts, BD, photo, littérature. Serv. rapide. 288-5567

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS
Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées. Merci de votre attention.

120 LAURENTIDES
À MILLES ISLES - Bord de lac 45 min. de Mt. Maison canadienne, 3 c.à.c., 3 places, terrain 25 000 p.c. 228 000 \$. 514-952-7298

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER
*** PARIS ***
Xvie, superbe appart., 3 s, meublé ancien, t. équipé, 2-4 pers. parc. Disp. sem./mois. (450) 968-0282
*** À PARIS ***
400 à 700 euros/sem. Bastille, Marais. xyzap@yahoo.fr 011-33-6-75-52-45-79

322 APPARELS ÉLECTROMÉNAGERS
ENSEMBLE LAV/SECH. Superpoodes, Kenmore acheté en juillet 2001, 24" x 27" 1/2" x 71" 3/4" 700\$. 514-840-7164#2091
390 DIVERS
MACHINE ESPRESSO
la Pavoni PR Professional à levier, bronze & laiton. Très bon état. 625 \$. 418-640-2184

CECI (514) 875-9911
1-877-875-2324
www.ceci.ca
3185, rue Rachel Est
Montréal QC H1W 1A3

LE MONDE

EN BREF

Élections dimanche pour renouveler le Parlement de Strasbourg

Fièvre antifranaise

Abidjan — Des hélicoptères de l'armée ivoirienne ont attaqué lundi soir des positions tenues par les rebelles dans le nord du pays tandis qu'Abidjan connaissait un nouvel accès de fièvre antifranaise. Ces développements surviennent dans un contexte de tension croissante, lié au blocage du processus de paix intérieur qui était censé reposer sur un partage du pouvoir. Des partisans du président Laurent Gbagbo accusent la France et les Nations unies de chercher à favoriser un coup d'État. La guerre civile, qui a fait suite à une tentative de coup d'État en septembre 2002, a officiellement pris fin l'an dernier, mais le pays demeure coupé en deux. Les troupes françaises ont été déployées pour superviser le cessez-le-feu dans la zone tampon qui sépare les deux parties. Un contingent des Nations unies appelé à compter 6240 hommes se met en place et devrait assumer peu à peu la plupart des tâches actuelles des Français. Selon l'armée ivoirienne, sept personnes ont trouvé la mort et au moins 14 autres ont été blessées dans les affrontements de dimanche soir, dans lesquelles étaient impliqués selon elles des groupes armés du Nord ainsi que des soldats français. Les sentiments antifrancophones et anti-ONU s'intensifient dans le Sud, où les partisans de Gbagbo accusent la communauté internationale de ne pas chercher à désarmer les rebelles. — Reuters

Pas d'Artémis pour Bukavu

Bukavu — Des échanges de tirs ont de nouveau éclaté hier dans un quartier de Bukavu, signe, selon plusieurs sources concordantes, que l'armée régulière tenterait de reprendre cette ville de l'est de la République démocratique du Congo, où sont encore déployés des soldats dissidents. Sur le front diplomatique, le ministre belge des Affaires étrangères Louis Michel, a déclaré hier à Kigali qu'une opération militaire européenne du type Artémis dans la région n'était « pas possible dans l'immédiat ». Il avait déclaré lundi à Kinshasa « ne pas être opposé au concept » et à l'étude d'une Artémis 2, ajoutant que celle-ci devrait se « juxtaposer avec la Mission des Nations unies au Congo ». À Kigali, son homologue rwandais Charles Murigande a déclaré hier que le Rwanda, accusé par la RDC de soutenir les soldats dissidents. — AFP

Les eurosceptiques gagnent du terrain

Les Européens vont aux urnes dimanche pour renouveler leur Parlement à Strasbourg. Le mécontentement est grand à l'endroit de l'Union européenne et les eurosceptiques ne se trouvent plus seulement au Royaume-Uni.

HENRI DE BRESSON
ARNAUD LEPARMENTIER

Bruxelles — Les souverainistes vont voir leur influence progresser au Parlement européen à l'issue des élections du 13 juin. Ils vont bénéficier de la montée en puissance des eurosceptiques britanniques de l'UKIP, qui demandent la sortie de l'Union et auxquels les sondages accordent 18 % des voix, et surtout de l'arrivée des eurodéputés des pays de l'élargissement.

Dans les autres pays, le mécontentement à l'endroit de l'Union européenne se traduit surtout par un grand nombre d'abstentionnistes.

Les nouveaux adhérents ne bouleverseront pas à eux seuls l'équilibre du Parlement européen: ces dix pays ne vont envoyer à Strasbourg que 162 députés sur 732. Mais près de la moitié des 54 eurodéputés polonais devraient, selon les sondages, appartenir à la mouvance eurosceptique, tout comme une bonne partie des élus tchèques et baltes. Tout dépendra de la manière dont ils se répartiront dans les différents groupes.

Le Parti populaire européen (PPE) a senti venir le danger et a réagi en ouvrant ses portes à des formations politiques qui n'ont que peu de chose à voir avec ses racines chrétiennes-démocrates.

Présidé par l'Allemand Hans-Gert Pötering, le groupe PPE a inscrit dans ses statuts la possibilité pour les membres du groupe d'exprimer des voix dissidentes, notamment sur les questions institutionnelles.

La manœuvre doit permettre de garder au sein du groupe PPE les conservateurs britanniques et d'y attirer les députés tchèques de l'ODS, le parti du président Vaclav Klaus, donné gagnant.

M. Pötering estime qu'il aurait été plus dangereux de laisser se constituer à la droite du PPE une grande formation eurosceptique autour des Britanniques.

Grincements de dents

Il est en cela fidèle à une tactique éprouvée par la droite allemande en Bavière mais aussi par le chancelier Schüssler en Autriche, qui estime qu'il vaut mieux contrôler les extrêmes que les laisser vivre leur propre vie. Quitte à passer des compromis.

Contraire à la tradition française, cette tactique fait grincer des dents au sein du PPE et incite l'UDF et l'Italien Romano Prodi à constituer un parti centriste européen. Elle a en revanche permis de limiter jusqu'à présent l'influence véritable des souverainistes.

Répartis dans deux groupes, celui de l'Europe des démocraties et des différences (EDD), présidé par l'eurodéputé danois Jens-Peter Bonde, et celui de l'Union pour l'Europe des nations (UEN), présidé par Charles Pasqua, ainsi que dans les non-inscrits, les députés de ces tendances représentaient dans le Parlement de l'Union à Quinze, élu en 1999, une soixantaine de députés.

Après l'élargissement du 1^{er} mai 2004, ils représentaient environ 80 des 788 députés: 30 pour l'UEM de M. Pasqua, qui comprend les Italiens de Gianfranco Fini et les Irlandais de la Fianna Fail, le parti actuellement au pouvoir à Dublin; 18 pour l'EDD de M. Bonde, qui comprend les chasseurs du CPNT et les trois élus de l'UKIP britannique; enfin, une bonne partie des 44 non-inscrits, parmi lesquels les cinq députés du Front national.

Leur nombre devrait être au moins similaire dans le prochain Parlement. Les projections les plus favorables leur attribuent jusqu'à une centaine des 732 sièges à pour voir.

La montée en puissance des Britanniques de l'UKIP, des Polonais et des Français du Front national, qui pourraient rafler une dizaine de sièges, compensera le déclin des formations souverainistes danoises et françaises (de Villiers, Pasqua, CPNT), qui vont pâtir de la régionalisation du scrutin.

L'influence de ces eurodéputés dépendra de leur capacité d'organisation. Jusqu'à présent, ces formations étaient trop divisées pour avoir une influence réelle. L'extrême droite pourrait cette fois réussir à former son propre groupe, ce qu'elle n'est pas parvenue à faire dans le Parlement sortant. Il faut pour cela réunir 16 députés originaires de cinq États membres.

Le Front national pourrait rassembler autour de lui le Vlaams Blok et le Front national belge, un ou deux députés italiens, un Grec du Laos, quelques élus slovaques, tchèques ou slovénes. Le succès de ce groupe dépendra de l'attitude du FPÖ de Jörg Haider, membre de la coalition au pouvoir en Autriche.

Les analystes bruxellois estiment que les eurosceptiques polonais ne devraient pas rejoindre M. Le Pen. Forts de la vingtaine d'élus que leur prédisent les sondages, ils pourraient constituer l'ossature de la nouvelle mouvance souverainiste.

Mais les Polonais eux-mêmes sont divisés. Les eurodéputés du PiS sont actuellement dans la formation de Charles Pasqua alors que les plus virulents des populistes polonais, ceux d'Andrej Lepper et de la Ligue des familles, sont dans les non-inscrits.

Mais ils pourraient donner le ton en se trouvant à la charnière entre l'extrême droite et le Parti populaire européen.

« Exclut une vague populiste du fait de la modification du mode de scrutin en France, mais les idées souverainistes vont se renforcer dans toute l'Europe », résume un expert bruxellois.

Le Monde

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Prevention
Fondation Lucie et André Chagnon

* La Fondation Lucie et André Chagnon est un important organisme à but non lucratif qui contribue à l'amélioration de la santé globale des familles par la prévention de la maladie et de la pauvreté en agissant principalement et de façon précoce auprès des enfants et de leurs parents.

L'ÉQUIPE « PETITE ENFANCE », FAISANT PARTIE DE LA DIRECTION DÉVELOPPEMENT DE L'ENFANT ET DES COMMUNAUTÉS EST À LA RECHERCHE D'UN :

GESTIONNAIRE DE PROJET

Sous la supervision du chef de l'équipe Petite enfance, vous aurez à sélectionner les projets communautaires selon le processus établi, accompagner et assurer le suivi des projets communautaires et de démonstration, intégrer les projets à l'action et mettre en place et coordonner un processus d'appels d'offres de projets de démonstration.

PROFIL ET EXIGENCES DU POSTE:

Diplôme universitaire de premier ou deuxième cycle en intervention directe auprès des enfants et des parents : en sciences humaines ou de la santé.

Vous présentez une feuille de route d'un minimum d'expérience de travail de 10 ans dans le domaine de la petite enfance et de la jeunesse (0-18 ans) en intervention directe et gestion de projets.

Vous possédez une excellente maîtrise du français et l'anglais (parlé et écrit).

Une solide connaissance des logiciels de la suite Office (Word, Excel, PowerPoint) et outils de recherche sur internet est essentielle pour occuper ce poste.

Une expérience de travail dans le réseau de la santé et des services sociaux ou milieu communautaire, avoir participé à des programmes inscrits à des évaluations qualitatives et posséder une expérience du service conseil auprès d'organismes oeuvrant dans le secteur d'intervention de la petite enfance seront des atouts définitifs.

Faites parvenir votre curriculum vitae à :

Fondation Lucie et André Chagnon
Service des ressources humaines
2001 avenue McGill College, Bureau 1000
Montréal, Québec H3A 1G1
Télé : 514-380-8434
Courriel : bazired@fondationchagnon.org
Visitez notre site internet : www.fondationchagnon.org

Nous vous remercions de l'intérêt porté à ce projet. Malheureusement, nous ne pouvons contacter tous les candidats. Seuls ceux retenus pour une entrevue seront contactés.

collegednl

CONCOURS :
DIRECTEUR / DIRECTRICE SERVICES AUX ÉLÈVES

Situé à Longueuil, le collège Notre-Dame-de-Lourdes est un établissement d'enseignement privé mixte de l'ordre secondaire qui accueillera environ 870 élèves en août 2004.

Le collège offre le Programme d'éducation internationale et le programme régulier du ministère de l'Éducation du Québec. Notre établissement est actuellement à la recherche d'un directeur ou d'une directrice des services à l'élève.

SOMMAIRE DES FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS

Sous l'autorité de la directrice générale, le directeur ou la directrice des services aux élèves est responsable de la gestion, de l'animation et du développement des services aux élèves. Il ou elle doit assurer la gestion du personnel sous sa juridiction. Ses principales fonctions consistent à organiser les services et les activités et à superviser les pratiques qui relèvent de son service.

LE PROFIL

- Posséder une vision claire de l'encadrement et du développement des services aux élèves du collège;
- Posséder une bonne connaissance du Programme d'éducation internationale et des principes du nouveau programme de formation de l'école québécoise;
- Posséder une grande capacité de travailler en équipe et d'animer un groupe d'enseignants;
- Exercer un leadership rassembleur, dynamique et innovateur;
- Démontrer une aptitude et un goût à œuvrer sur le terrain avec le personnel et les élèves;
- Posséder une grande capacité d'écoute et d'intervention en résolution de conflits;
- Démontrer une grande disponibilité;
- Maîtriser le français écrit et parlé.

LES EXIGENCES

- Détenir un brevet d'enseignement et diplôme de 1^{er} cycle dans une discipline appropriée, des études entreprises en gestion de l'éducation au 2^e cycle serait un atout;
- Minimum de sept (7) années d'expérience en enseignement au secondaire;
- Toute expérience comme cadre serait un atout.

RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES SOCIAUX

Selon la politique de rémunération en vigueur au collège.

DATE D'ENTRÉE EN FONCTION

Le 9 août 2004

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae, avant 16 heures, le vendredi 11 juin, par courrier ou par courriel à l'adresse suivante :
La direction générale, Collège Notre-Dame-de-Lourdes
845 Chemin Tiffin, Longueuil (Qc) J4P 3G5 fleblanc@ndl.qc.ca

DIRECTEUR REGIONAL - GALERIES ET PATRIMOINE - EST DU CANADA

RÔLE :

Assurer le maintien des services destinés au public à la Galerie Hbc et la mise en œuvre des programmes du service du Patrimoine. Le directeur régional - Galeries et Patrimoine doit fournir aux groupes scolaires, aux touristes et au grand public de l'information générale sur les expositions de la Galerie Hbc. Il a aussi pour rôle de contribuer à l'élaboration de programmes de nature générale ou spécifique relatifs au patrimoine, et de superviser la mise en œuvre de ceux-ci, notamment en embauchant au besoin des associés pour l'appuyer dans cette tâche. Le directeur régional - Galeries et Patrimoine sert d'agent de liaison pour l'Est du Canada dans le cadre du Programme sur le patrimoine Hbc; à ce titre, il est la personne que les magasins Hbc du Québec et de l'Est du Canada doivent consulter en matière d'histoire.

LES RESPONSABILITÉS DU DIRECTEUR REGIONAL - GALERIES ET PATRIMOINE INCLUENT :

- Fournir des conseils et guider le personnel, notamment en matière de planification et d'exécution des activités de diffusion externe de la Galerie.
- Élaborer et mettre en œuvre de nouveaux événements s'appuyant sur l'histoire de Hbc, et s'assurer que les événements spéciaux, activités et conférences soient de très grande qualité et suscitent l'intérêt de la clientèle.
- Assurer la liaison avec les organismes touristiques, les musées et les écoles de la localité, afin de mettre en valeur l'héritage de Hbc et de publiciser les programmes offerts par la Galerie. Utiliser en outre ces relations comme tremplin pour les initiatives d'ordre touristique de Hbc faisant la promotion de la Compagnie en tant que "marchands du Canada depuis 1670".
- Identifier des sources potentielles de revenu provenant de détaillants indépendants et du développement de produits à caractère patrimonial.

QUALITÉS EXIGÉES :

1. Excellente maîtrise du français et connaissance de l'anglais.
2. Excellentes aptitudes à la communication orale et écrite.
3. Sens de l'initiative et capacité à mener rondement les projets jusqu'à leur terme.
4. Capacité de travailler en équipe afin de terminer les projets dans les délais prévus.
5. Intérêt marqué pour l'histoire du Québec et du Canada.
6. Personnalité ouverte et dynamique.
7. Expérience dans la conception et l'animation de séances d'information destinées à des élèves de niveau primaire.

LIEU DE TRAVAIL : MONTRÉAL. Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyer son curriculum vitae avant le 16 juin 2004 à : Kristin Coulombe, par courriel : kristin.coulombe@hbc.com, ou par fax : 416-861-4180

Commission scolaire de la Capitale

2^e concours

La Commission scolaire de la Capitale est à la recherche de :

CONSEILLÈRE/CONSEILLER PÉDAGOGIQUE

En français, langue maternelle et réforme du curriculum (SRH-03-04-95)

Secteur des jeunes au primaire
emploi surnuméraire à temps plein - 35 h/semaine
jusqu'au 30 juin 2005 (possibilité de renouvellement)

NATURE DU TRAVAIL

L'emploi de conseillère ou de conseiller pédagogique consiste principalement en une relation d'aide pédagogique s'exerçant d'abord auprès du personnel enseignant. Dans le cadre de cet emploi, la conseillère ou le conseiller collabore avec le personnel d'encadrement du centre administratif, des écoles, les équipes-écoles, le personnel de soutien des écoles, les parents, les autres professionnelles et professionnels de la commission scolaire et les représentants d'autres organismes. Le domaine principal d'intervention de la conseillère ou du conseiller est le développement pédagogique, notamment de l'animation pédagogique, de la formation et de la promotion, en particulier dans le domaine de la didactique du français, langue maternelle, ainsi que dans le domaine de la réforme du curriculum.

QUALIFICATIONS REQUISES

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ spécialisé approprié à l'emploi (notamment, dans le champ de l'enseignement du français, langue maternelle).
- Cinq années d'expérience dans l'enseignement au primaire.
- Expérience pertinente dans l'animation pédagogique du personnel enseignant au primaire.
- Une bonne connaissance de la pédagogie au primaire dans le contexte de la réforme du curriculum et, en particulier, dans les domaines de la didactique et de l'apprentissage du français, langue maternelle.

TRAITEMENT variant entre 34 509 \$ et 65 425 \$ annuellement, selon un horaire hebdomadaire de 35 heures.

OFFRE DE SERVICES

Toute candidate ou tout candidat doit transmettre sa candidature par écrit, au 1900, Place Côté, Québec (Québec), G1N 3Y5, par télécopie au (418) 686-4045 ou par courriel à nadeauf@csccapitale.qc.ca en indiquant le numéro du concours sur la lettre de présentation. Ces candidatures devront ÊTRE REÇUES au plus tard le vendredi 18 juin 2004 avant 16 h 30.

Arts et sciences

La Faculté des arts et des sciences sollicite des candidatures pour :

- > un poste de professeure au rang d'adjointe ou jeune agrégée, au Département de physique pour le programme APU du CRSNG dans les domaines suivants : Plasmas, nanomatériaux, biomatériaux.
- > un poste de professeure ou professeur au rang d'adjoint, à l'École de relations industrielles dans le domaine de la gestion des ressources humaines et en administration des affaires.

Date d'entrée en fonction
Variable selon les postes.

Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, cette annonce s'adresse en priorité aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. L'université souscrit à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes et au principe d'équité en matière d'emploi.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter notre site web : www.fas.umontreal.ca

Université de Montréal

GROUPE AGÉCO

Joignez-vous à notre équipe dynamique de consultants en économie et marketing agroalimentaires!

Agroalimentaire et économie

Le Groupe AGÉCO offre à l'ensemble de la filière agroalimentaire des services d'experts-conseils en études économiques, analyse et collecte de données et marketing agroalimentaire. Les études du Groupe AGÉCO permettent de mieux comprendre, analyser ou expliquer une réalité ou une problématique afin de développer une stratégie et trouver des solutions. Le Groupe AGÉCO est à la recherche d'un candidat ou d'une candidate afin de combler le poste suivant :

DIRECTEUR OU DIRECTRICE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS

- Gérer le service des études économiques
- Gérer plusieurs mandats simultanément
- Réaliser des mandats
- Participer au développement du service

EXIGENCES

- Maîtrise en économie agroalimentaire, en économie ou dans un domaine pertinent
- De 7 à 10 années d'expérience reconnue en études économiques dont 2 années en gestion
- Très bonne connaissance des secteurs agroalimentaires québécois et canadien
- Parfaite maîtrise des outils d'analyse économique
- Excellente capacité de gestion de projets et de personnel
- Bilinguisme

Nous offrons des conditions de travail concurrentielles.

Faites parvenir votre curriculum vitae avant le 18 juin 2004 à :
M. Michel Morisset, Président-directeur général
GROUPE AGÉCO
2014, boul. Jean-Talon Nord, bureau 307, Sainte-Foy (Québec) G1N 4N6
ageco@groupeageco.ca www.groupeageco.ca

AGORA

Les cégeps méritent un vrai débat

LOUISE CORRIVEAU

Sociologue, professeure au cégep Édouard-Montpetit et auteure de l'ouvrage *Les Cégeps, question d'avenir (IQRC, 1991)*

Le gouvernement Charest avait annoncé que «tout ser[ait] sur la table» au moment du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial. On s'attendait donc à ce que les conditions d'un véritable débat sur l'ordre collégial soient mises en place. Ce n'est malheureusement pas le cas. Les modalités de l'organisation et le document préparatoire réduisent la perspective et enferment le débat dans un corridor étroit et réducteur, celui des structures, de la «fluidité du système».

Pourtant, depuis 1992, à la suite des analyses économiques sur les coûts du démantèlement des cégeps, on croyait ce débat clos. Or ces études n'ont même pas été actualisées. Mais elles seraient éventuellement reprises à l'automne.

Sur le plan de l'organisation, le choix du moment et des intervenants laisse perplexé. Au collégial, c'est la saison des colloques professionnels. Or le forum se tient en même temps que le 24^e colloque de l'Association québécoise de pédagogie collégiale, qui réunit environ 1200 cadres, professeurs et professionnels des collèges. Le ministre Pierre Reid nous y conviait d'ailleurs à la deuxième page du programme de cette année. Et les cégepiens ont quitté les cégeps depuis un mois! Cela, le ministre ne pouvait l'ignorer.

Qui sont les invités?

La sélection des invités apparaît tout aussi surprenante. Parmi les quelque 400 personnes, outre les délégués des cégeps et des collèges privés, des représentants de la Fédération des commissions scolaires, de la Conférence des recteurs (CREPUQ), des fédérations syndicales et des associations étudiantes, on retrouve aussi l'Alliance des manufacturiers et exportateurs, le Conseil du patronat, les chambres de commerce, des représentants du secteur municipal, etc.

Par contre, il n'y a aucun syndicat de professeurs d'université ou de chargés de cours. Il aurait été intéressant d'entendre les commentaires des professeurs des universités ontariennes qui reçoivent des cégepiens. Plusieurs évaluent très avantageusement la préparation de nos cégepiens aux études universitaires lorsqu'ils la comparent à celle des élèves issus de leur douzième année.

On remarque aussi l'absence de l'Association des technologues, de représentants des ordres professionnels formés dans les cégeps et de chacune des universités. Même le Service régional d'admission du Montréal métropolitain, qui reste un des rares organismes à faire de la recherche sur le collégial depuis la disparition du Conseil des collèges, ne sera pas présent. Bref, si on voulait discuter de la formation des élèves ou du cheminement des cégepiens du secondaire à l'université, il manque des joueurs importants.

Il faut noter qu'au moment où on invite les cégeps à plus d'autonomie, on a fourni des indications précises sur la constitution des délégations des collèges: celles-ci devaient être constituées de membres du conseil d'administration. Or les présidents des associations syndicales ou étudiantes n'en sont pas nécessairement membres.

Les modalités de consultation

Au forum, il y aura trois séances d'ateliers réunissant 80 personnes pendant deux jours, animées par des «animateurs professionnels». Chaque personne aura droit à trois minutes de parole sur trois des quatre thèmes, soit neuf minutes au total en deux jours.

En même temps, sur deux écrans géants, on pourra lire des réponses sélectionnées dans les mémoires ou issues du forum électronique présenté comme un «lieu d'expérimentation», à défaut de consultations représentatives. À la clôture, le ministre fera une synthèse de ce qu'il aura entendu et indiquera ce qu'il prendra en délibéré.

Dans cette «Babel organisée», quelques journalistes parviendront peut-être, entre les défections et les élections, à rendre compte de la position de quelques-uns des intervenants. Et voilà pour le grand débat!

À l'automne, le ministre nous annoncera probablement qu'au terme de ce «large» processus de consultation, il tiendra une courte commission parlementaire pour justifier ce qu'il a déjà décidé de faire, au mépris de toute étude sérieuse sur la question.

Quels sont les problèmes?

Plusieurs problèmes mériteraient pourtant d'être sérieusement analysés. Mentionnons d'abord la rigidité du régime d'études de 1992 et des règles de diplomation qui provoquent un allongement des études et laissent des élèves sans reconnaissance juridique de leur formation après un nombre très élevé de cours réussis. Ce régime des études a aussi considérablement réduit les choix de cours pour les élèves. D'autre part, les modes de financement de l'éducation des adultes et des

cours d'été ne correspondent plus aux besoins actuels des jeunes et des adultes.

De nouvelles missions s'imposent aussi, comme l'intégration des immigrants scolarisés au marché du travail et la mise à jour de la formation de nos diplômés du secteur technique. Le développement de la recherche institutionnelle, avec un financement adéquat, est également essentiel dans le contexte de l'élaboration locale d'une partie du cursus et des nouvelles exigences de reddition de comptes.

Or, par la sélection des données, par les questions qu'il pose, le document de consultation trace un sillon dont il est difficile de se dégager. Par exemple, on ne retrouve pas d'information sur la préparation des élèves aux études collégiales. On sait que, malheureusement, les élèves qui ont une moyenne générale inférieure à 70 % au secondaire sont des élèves très à risque de subir des échecs, comme si le rehaussement de la note de passage de 50 à 60 % au secondaire avait été plus formel que réel.

On ne retrouve rien non plus sur la situation financière des jeunes. Les études sur cette question existent et montrent un lien entre l'abandon scolaire et une situation financière fragile, au cégep et encore plus à l'université à cause des droits de scolarité. Rien n'est dit sur la triste situation de la formation professionnelle au secondaire.

Allongement ou démocratisation?

Sauf en annexe, on ne parle pas de l'incroyable succès que représente le passage de 22 % des diplômés du secteur technique à l'université sur le plan de l'accessibilité aux études universitaires pour les moins nantis. La section sur le cheminement scolaire du document de consultation sur le forum ne s'intéresse qu'à des indicateurs sur l'allongement des études et non au cheminement des personnes. Cette section est construite pour nous mener à conclure que prendre 2,4 années (4,9 sessions) au lieu de deux ans pour faire ses études préuniversitaires est une catastrophe. Or, si vous travaillez plus de 15 heures par semaine, ce que font une bonne partie des cégepiens, mieux vaut prendre un cours de moins par session afin d'éviter l'échec ou le burn-out. En sciences humaines, plusieurs élèves suivent environ 21 heures de cours par semaine au lieu de 24.

Où est le problème? Est-ce le régime des études qui fixe à quatre cours, soit environ 12 heures, le statut d'étudiant à temps plein alors que les sessions comptent normalement sept ou huit cours? Est-ce le modèle de consommation des jeunes qui les incite à travailler pour gagner des sous? Est-ce le régime de prêts et bourses? Est-ce la diminution de l'aide financière des parents? Devons-nous alors remettre en question l'existence même des cégeps?

Des intérêts cachés?

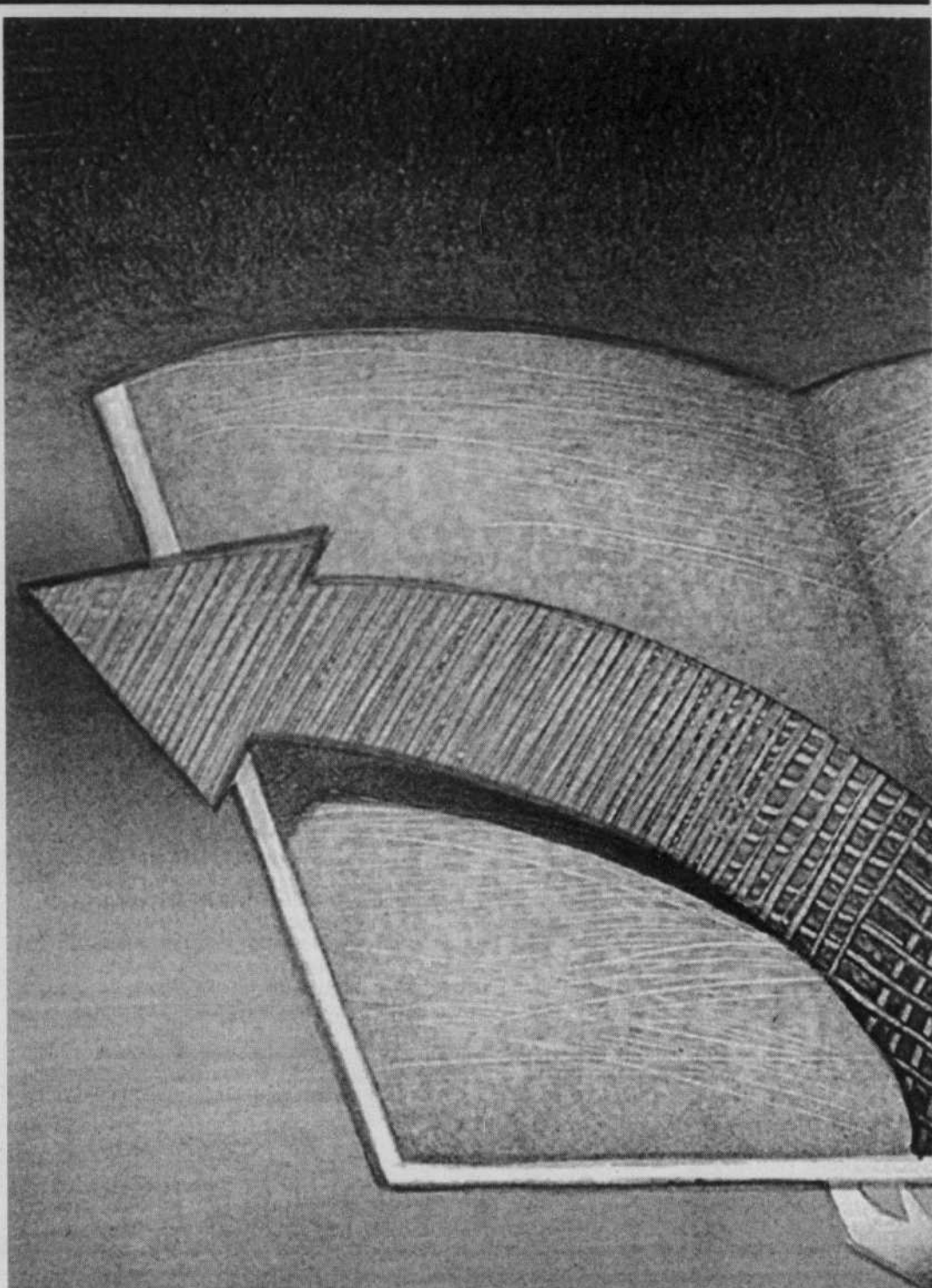
Quel est le problème, le vrai? S'agit-il de sauver le réseau de l'Université du Québec (UQ), aux prises avec une grave chute de clientèle à la suite de la dénatalité qui frappe les régions du Québec et qui place également certains cégeps dans une position fragile? Si tel est le problème, la position de la CREPUQ arrive à point nommé pour reconforter le sous-ministre actuel, ancien président du réseau de l'UQ et de la CREPUQ. Est-ce la bonne façon de consolider le réseau de l'UQ? Rien n'est moins certain!

S'agit-il, une fois de plus, d'une volonté de rendre le système québécois «comme les autres», au nom d'une fluidité pansystémique, pour adopter la langue technocratique? Une question se pose alors: ces grandes considérations technocratiques résistent-elles à l'épreuve des faits?

Dans les cégeps, tous se rappellent l'impact catastrophique qu'avait eu la suppression des nombreux préalables en sciences au secondaire au début des années 90. Au nom de la «fluidité du système», on avait augmenté le taux d'échec et gravement nui à la formation des élèves, notamment dans les techniques de la santé et dans les techniques physiques. Comment faire le dosage des médicaments lorsqu'on n'a pas fait de mathématiques en 4^e ou 5^e secondaire? C'est cette situation que le «DES plus» est venu corriger en 1997. Dix ans de brassage de structures, sans garantie de succès, est-ce ce qu'il nous faut maintenant pour répondre aux besoins actuels et futurs des jeunes et du Québec?

Sur le plan macrosociologique, les cégeps ont aussi permis l'émergence des nouvelles couches sociales plus scolarisées et mieux rémunérées qui constituent aujourd'hui une bonne partie de ce qu'on appelle les classes moyennes. Ils ont aussi contribué à former ce Québec distinct sur le plan des valeurs et des normes. Retourner au secondaire les techniciens contribuerait à terme à faire baisser leur rémunération et leur statut et transformerait la culture québécoise.

Avant de fragiliser davantage les classes moyennes, sur le plan de l'accessibilité aux études postsecondaires et sur celui de la rémunération, des études et des analyses plus sérieuses que celles qui nous ont été présentées s'imposent. On ne tripatouille pas ainsi un système scolaire et une structure sociale.



La tenue du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial suscite doutes et inquiétudes

Un gouvernement devrait

DANIEL JACQUES

Professeur de philosophie au collège

François-Xavier-Garneau

et directeur de la revue *Argument*

Tout comme plusieurs de mes collègues, j'appréhende les changements qui s'annoncent dans le monde de l'éducation. Je m'interroge surtout sur le manque d'enthousiasme, pour ne pas dire l'immense morosité, que suscitent les projets actuels de notre prétendu gouvernement.

Je dis «prétendu» car un gouvernement authentique — à tout le moins selon l'idée que je m'en fais quand je parviens à me déprendre du cynisme ambiant — a pour devoir premier d'offrir un horizon de travail commun qui nourrisse l'espérance des citoyens. Un gouvernement véritable devrait, pour reprendre les mots utilisés par Jean-Claude Guillebaud dans un livre récent, susciter «le goût de l'avenir».

Si on se fie à l'humeur qui règne présentement dans nos maisons d'enseignement tout comme dans la société en général, il faut bien convenir que ceux qui nous gouvernent ne montrent pas un grand talent à cet égard. Toutes leurs énergies vives semblent consacrées à détruire les institutions nées des rêves de leurs prédécesseurs, parmi les

quelles il faut compter de grands libéraux. Il m'arrive même d'évoquer, avec un brin de nostalgie, l'époque des Ryan et des Bourassa, moi qui suis, encore et toujours, un indépendantiste convaincu.

Un reste de culture française

J'ai pourtant pris soin, comme chacun de nous, d'examiner les argumentaires proposés par les divers participants au débat sur l'avenir de l'enseignement collégial. On comprendra sans difficulté que certains universitaires — qui n'ont pas toujours apprécié et soutenu l'enseignement collégial — se tournent, à l'heure de toutes les mondialisations, vers les États-Unis, voire l'Ontario. J'avoue que je m'étonne de ce sursaut d'admiration à l'égard des institutions de la province voisine, qui, à ma connaissance, n'ont jamais été citées en exemple par qui que ce soit, hormis peut-être notre ministre actuel.

Quoi qu'il en soit, cette volonté d'américanisation, sous couvert d'ouverture à la société québécoise — comme si celle-ci ne savait plus trop que faire désormais de son «caractère distinct» —, conduit nos recteurs et leurs alliés ministériels à évider nos institutions de ce qu'il reste en elles de filiation à la culture française. Je pense bien sûr d'abord

à la philosophie, qui a joui jusqu'à ce jour dans le monde francophone d'un statut particulier qu'on ne lui a jamais reconnu chez nos compatriotes anglophones. Au moment où on cherche ainsi à nous aligner sur nos voisins américains en prenant pour modèle leurs institutions, il est donc parfaitement cohérent que l'on songe aussi à réduire l'enseignement de la philosophie, notre plus vieux héritage européen, à la part congrue.

De toute façon, il n'est pas besoin d'être devin au ministère de l'Éducation ou encore d'être l'une de ces nouvelles pythies fraîchement sorties des HEC pour entrevoir la disparition progressive de cette discipline dans nos maisons d'enseignement.

On comprendra avec encore moins de difficulté que les dirigeants de nos écoles secondaires aient pu entrevoir quelque profit à s'approprier à l'avance une partie du cadavre collégial encore chaud. On saisit moins bien pourquoi certains acteurs de ce niveau d'enseignement — je ne pense pas ici aux enseignants mais aux pédagogues et aux fonctionnaires qui les ordonnent — cherchent à s'approprier de nouvelles tâches alors qu'il n'est pas clairement établi qu'ils parviennent à remplir celles qui leur sont déjà assignées.

AGORA

Éparpillement, inertie et solutions

JEAN-PAUL DESBIENS
Essayiste

Le document de consultation sur l'avenir de l'enseignement collégial contient 25 questions d'orientation. Elles vont dans toutes les directions. De quoi alimenter non pas un mais dix forums. Dispersion assurée. Risque considérable de rater l'essentiel.

Comment ne pas se souvenir de l'«autopsie» promise par l'ancienne ministre de l'Éducation, Lucienne Robillard, en 1992? Pourtant, incorrigiblement optimistes ou naïfs, c'est selon, nous avons décidé de jouer le jeu de la consultation. Sait-on jamais. Toutefois, plutôt que de garrocher 25 réponses aux questions posées de façon dispersée, nous allons nous en tenir à quelques problèmes fondamentaux sous-jacents. Le document contient de nombreuses données factuelles qui pourraient alimenter un bilan qui reste à faire pour retracer l'évolution des cégeps et distinguer l'actif et le passif.

L'évolution des cégeps

Nous connaissons les intentions originelles. Par exemple, sur le «cégep et le milieu» ou l'«administration des collèges», voyez ce que de savaux fonctionnaires avaient décrété: «Le collège appartient au milieu dans lequel il se situe. Cette appartenance du collège au milieu comporte deux dimensions fondamentales. D'une part, la participation des éléments actifs avec lesquels il évolue dans un milieu donné à la gestion et au développement de l'institution; d'autre part, la nécessité où se trouve l'institution de définir sa vocation par rapport à celle de l'ensemble de la communauté culturelle, sociale et économique à laquelle elle participe» (Document n° 3, ministère de l'Éducation du Québec, octobre 1967).

En ce qui concerne l'administration des collèges, le même Document n° 3 insistait sur l'autonomie de la Corporation des collèges. Savourez bien ce qui suit: «L'esprit dans lequel le gouvernement veut constituer les collèges d'enseignement général et professionnel est d'en faire des partenaires auxquels il pourra déléguer le plus possible de responsabilités. La tendance est donc nettement vers l'élargissement de l'autonomie des institutions.»

Un bon bilan établirait l'écart entre les objectifs fixés en 1967 et la réalité de 2004. Le milieu, par l'entremise de ses représentants au conseil d'administration, joue-t-il un rôle significatif dans la vie de chaque cégep? Que sait-il de la performance de l'institution qu'on a voulue sienne?

La performance des cégeps

Le document de consultation du ministre Pierre Reid ne contient aucun bilan permettant de distinguer l'actif et le passif en vue d'évaluer la performance des cégeps en regard de leur mission et des ressources investies. Il attribue au cégep la particularité d'assurer la formation générale comme une formation de base du citoyen.

Halte là! La formation de base du citoyen ne doit pas être réservée à ceux qui accèdent à l'enseignement supérieur. Il faut l'offrir à tous, impérativement, et cela incombe principalement aux niveaux primaire et secondaire puisque la fréquentation scolaire est obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans révolus.

Mais alors, quel est au juste le rôle des cégeps? Retournons au Document n° 3: «Résumant les raisons pour lesquelles ils proposent la création de ce niveau d'enseignement, les auteurs du rapport Parent s'expriment ainsi: assurer au plus grand nombre possible d'étudiants qui en ont les aptitudes la possibilité de poursuivre des études plus longues et de meilleure qualité; cultiver l'intérêt et la motivation chez les étudiants pour diminuer le nombre des échecs et des abandons prématurés; favoriser une meilleure orientation des étudiants selon leurs goûts et leurs aptitudes; hausser le niveau des études préuniversitaires et de l'enseignement professionnel; uniformiser le passage des études secondaires aux études supérieures et mieux préparer les étudiants à entreprendre ces dernières.»

C'était il y a 40 ans. C'étaient des objectifs revus et infléchis au fil des ans et des tentatives de réformer. Aujourd'hui, comme il y a 20 ans, comme il y a 10 ans, «des réformistes recherchent à révéler un système qui réagit mal aux besoins. Par exemple, on perpétue des programmes vieux de 10 ans dans une quarantaine de collèges alors que le marché n'a jamais été ce que l'on espérait. Une quinzaine de collèges suffiraient à la tâche. Mais rares sont les cégeps qui réagissent à ces signaux du vrai monde. Il y règne une sclérose alimentée par les droits acquis et une bureaucratie bien installée» (L'Actualité, février 1993).

Qu'en est-il de la contribution des cégeps à la performance de l'ensemble du système scolaire québécois? Leur contribution est-elle adéquate, compte tenu des ressources investies depuis 40 ans? Les défenseurs inconditionnels de cette particularité québécoise avancent des arguments étonnants à ce sujet: «des cégeps payants» (Le Soleil, 22 avril); «antidote à l'abandon scolaire» (La Presse, 22 avril); «les jeunes se sentent bien au cégep» (Le Soleil, 1^{er} mai).

Confrontée aux données factuelles officielles, cette euphorie ressemble à du jocalisme. En effet, le document de consultation présente un tableau qui en dit suffisamment long pour dégonfler les thèses à l'hélium. De ces données sur le cheminement véritable des étudiants, il ressort que les retards enregistrés sont de 24 % au primaire, de 29 % au secondaire et de 59 % au collégial pour ceux qui n'ont pas accusé de retard au niveau d'enseignement précédent.

Le cas du collégial est pathétique. Son bassin de recrutement a pourtant été filtré deux fois. Si la situation ne change pas, les cégeps seront toujours au banc des accusés tous les dix ans. Le niveau collégial, antidote présumé à décrochage scolaire, ne montre aucune efficacité contre les retards dans le cheminement véritable des étudiants, d'où des coûts excédentaires considérables.

Faudrait-il abolir le niveau collégial?

Nous pensons que le niveau collégial peut encore contribuer à la performance du système scolaire du Québec à certaines conditions.

■ Vaincre le statu quo et la sclérose engendrés par des décennies de ronronnements autocongratulateurs.

■ Hausser d'un cran le niveau collégial. Dès qu'on accède à l'enseignement supérieur, on devrait opter résolument soit pour la poursuite d'un diplôme universitaire de premier cycle, soit pour une formation technique plus courte, soit pour un programme d'études reconnu hors Québec, comme le baccalauréat international. Dans tous les cas, le cursus doit être sans césure sur le plan pédagogique.

■ Si nous voulons évaluer sérieusement la performance de notre système scolaire, nous devons nous situer dans le contexte nord-américain et en fonction des paramètres qui définissent la compétitivité des grandes agglomérations du continent.

Comme vient de le rappeler une étude de la revue L'Actualité (15 mai 2004), le nombre de titulaires du diplôme universitaire de premier cycle est un point de comparaison important dès qu'on franchit les frontières du royaume où on célèbre la satisfaction quasi unanime des passagers du navire de croisière cégepien (Le Soleil, 1^{er} mai). Un p'tit Québec juste pour nous autres n'est pas plus valable dans le domaine de l'enseignement supérieur que dans ceux de l'agroalimentaire ou du bois d'œuvre.

Les embûches

Comment vaincre l'énorme force d'inertie constituée par les droits et privilèges acquis, les accoutumances, les intérêts corporatistes? Comment se détacher des structures de départ qui furent utiles mais qui deviennent des camisoles de force, telles les commissions scolaires régionales? Prenons un exemple: le calendrier scolaire actuel des cégeps. Il révèle que le temps d'enseignement réel est parmi les plus courts au monde pour ce niveau d'études.

En effet, le temps réel d'enseignement dans les cégeps n'est pas de 82 jours, soit la durée officielle d'une session, mais plutôt de 70 jours, une fois éliminés les deux jours d'accueil ou de mise en marche ou de tempête apprennée, la semaine de relâche à chaque mi-session (glorieusement appelée «semaine de lecture») et la dernière semaine effilochée au gré de quelques examens. Au total, donc, une année scolaire de 140 jours, soit 28 semaines.

Pour nous rapprocher d'une situation plus normale, on pourrait très bien concevoir un calendrier scolaire étalé sur trois trimestres, chacun d'une durée de 13 semaines, dont une semaine de relâche. L'année scolaire s'étendrait de la mi-août à la mi-juin.

La difficulté: comment obtenir des travailleurs de l'enseignement 36 semaines de travail pour le même salaire? Aujourd'hui, ce salaire se situe dans la fourchette suivante: de 33 034 \$ à 66 878 \$.

Le carcan des conventions

Aucune réforme n'est possible, à quelque niveau que ce soit, si on ne déverrouille pas le carcan des conventions collectives de travail.

La culture de la troisième décimale, l'enfermement dans la mentalité négociatrice ne mènent nulle part. Si on avait la volonté politique de sortir de la culture des négociations telle qu'on l'entretient depuis 40 ans, on irait chercher des dizaines de millions de dollars qui ne servent actuellement qu'à faire vivre les négociateurs patentés et les équipes de spécialistes chargés d'interpréter, de contourner, d'épaissir à chaque ronde les recueils des dispositions et des traquenards concoctés nuitamment tous les trois ans et, entre-temps, à alimenter l'industrie des griefs.

Aucune réforme n'est possible non plus si on ne change pas le mode d'évaluation des études. Or il faut que les évaluations, à la fin de chaque niveau, soient communes, externes et finales.

«Commune veut dire la même pour tous. Extérieure veut dire extérieure au cégep et extérieure au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science. Si l'évaluation est faite par le cégep, on tombe facilement dans la complaisance: quand on court tout seul, on gagne toutes les courses. Si l'évaluation est faite par le ministère, la politique se met à normaliser.»

«Nous parlons d'une évaluation finale. Nous ne parlons pas d'une évaluation par tranche. La formation n'est pas un saucisson. Nous parlons donc d'un enseignement organisé en séquence, d'un enseignement et d'un apprentissage cumulatifs. Disons-le très scolairement: nous parlons d'un enseignement et d'un apprentissage qui supposent que les cours 101, 201, 301, 401 soient retenus. Nous disons retenus au sens où l'on dit qu'un arbre retient l'eau, l'air et la lumière. Cela s'appelle croire. Cela s'appelle «autorité», mot qui veut dire: fait croire, accompagner la croissance.»

Nous repreneons ici ce que nous écrivions dans L'école, pour quoi faire? (Éditions Logiques, 1996). Nous nous limitons au problème du français écrit. Nonobstant les puces au silicium et les téléphones cellulaires, la langue (le français au Québec) demeure le sésame universel. Les hommes et les sociétés ne tiennent ensemble que par la parole.

Nous écrivions encore: «On n'a pas idée de l'effet de redressement qu'aurait un examen de français avant l'admission au cégep. Une dictée de 23 lignes (250 à 300 mots), tirée de n'importe quel auteur classique, suffirait à évaluer les élèves. Faites ça deux ans de suite, déclarez inapte quiconque ferait plus de cinq fautes, mais faites-le pour de vrai, et la partie est gagnée. Le secondaire aura compris.»

Il ne serait pas mauvais non plus d'ajouter audit examen une «dictée» de la table de 12. Un exercice de «calcul mental», comme on disait jadis.

Travaillant à la rédaction de ce texte, nous éprouvons une manière de lassitude. Nous avions conscience d'avoir écrit et publié tout cela il y a 11 ans. Mais enfin, il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer, comme disait Guillaume d'Orange, surnommé le Taciturne.

À Dieu va! Traduisons: dans la marine, «ancien commandement pour virer de bord, vent devant, manœuvre particulièrement périlleuse».

Les cégeps ont permis l'émergence des nouvelles couches sociales plus scolarisées et mieux rémunérées qui constituent aujourd'hui une bonne partie de ce qu'on appelle les classes moyennes. Ils ont aussi contribué à former ce Québec distinct sur le plan des valeurs et des normes.

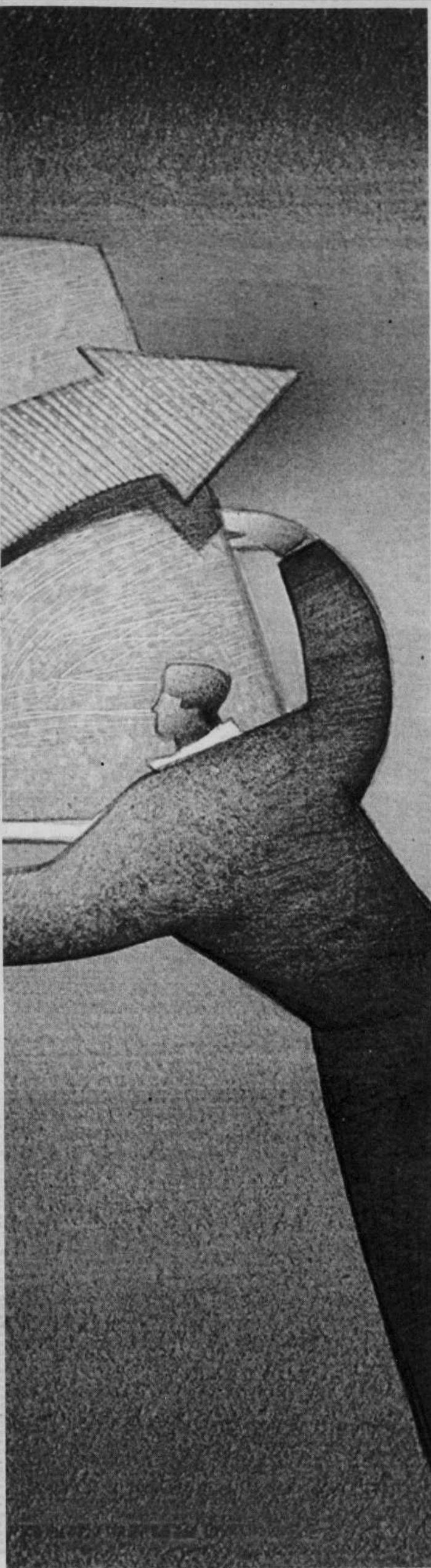


ILLUSTRATION NEWSCOM

donner le goût de l'avenir

Ainsi, je m'étonne toujours que plusieurs de mes élèves — car je ne suis pas certain que le terme «étudiant» soit approprié dans les circonstances — confondent tout et rien, de sorte qu'il m'arrive de lire dans certaines copies d'examen qui me sont présentées qu'il est bien triste que «Moïse soit mort sur la croix» et qu'il est aussi fort regrettable que «les personnes riches se placent sur des pieds à stale» en remplacement du bon vieux «piédestal». Mais il est vrai que nos dirigeants sont les premiers à enseigner et bien davantage que le changement est une chose bonne en elle-même.

Vers l'humanité

On m'aura fort mal compris si on conclut de ces critiques que mon intention est de justifier dans toute sa splendeur le statu quo actuel. Je ne suis pas de ceux qui proclament à tout vent les vertus du collégial, signalant ainsi qu'il contribue à l'éveil de l'esprit civique et au maintien de la tradition humaniste dans une société, il faut bien l'avouer, qui semble parfois ne plus savoir qu'en faire. À cet égard, le bilan des collèges reste aussi discutable que peut l'être celui de nos écoles secondaires et bien davantage de nos universités.

J'estime qu'une transformation de nos institutions est nécessaire, non pas pour répondre à quelque

mythique demande de la société — au fait, qui est l'interprète patenté des volontés insaisissables de cet objet tout aussi insaisissable: la société? — mais bien pour nous assurer de ne pas être happés par l'avenir dans la plus totale inconscience.

Autrement dit, ce qu'il nous faudrait, ce sont des maisons d'enseignement — écoles, collèges et universités réunis — qui nous permettent de nous élever au-dessus de l'emprise harassante des affaires quotidiennes et d'accéder au meilleur de nous-mêmes. Je serais le premier à défendre une réforme — quels qu'en soient le coût professionnel et les conséquences sur l'organisation du travail — qui vise à adapter notre enseignement à un marché devenu délinquant, où tout semble destiné à n'être qu'objet de consommation, mais à un accroissement d'humanité dans nos rapports sociaux.

Il m'arrive fréquemment ces jours-ci de penser à ce cri du cœur publié par une jeune fille il y a quelques années sous le titre *Le Québec me tue*. Sincèrement, je ne sais pas si le Québec nous tue, bien qu'il m'arrive de songer à quitter ce pays qui se refuse à en être un, mais je suis convaincu que la myopie intellectuelle de nos dirigeants et leurs incapacités à susciter le rêve et l'enthousiasme pourraient contribuer à

notre affaïssement commun.

Il semble que ces gens au pouvoir n'aient pour tout avenir à nous proposer que la reproduction indéfinie et satisfaite du présent — un genre de présent devenu obèse à force de réussites économiques accumulées, à l'égal de celui de nos impérieux voisins. J'ajouterais que je ne crois pas que ce manque d'idéal soit l'exact reflet de notre société. Je pense tout au contraire que l'insatisfaction ressentie, que ce soit dans le monde collégial ou ailleurs dans la société, face aux réformes proposées témoigne en vérité d'une singulière inaptitude à gouverner.

Enfin, pour ce qui concerne l'avenir de l'enseignement collégial, ce qu'il nous faudrait, c'est bien une vaste et profonde réforme qui mobilise les esprits et les cœurs, non pas, encore une fois, sur la base de ces discours insipides dont on se régale dans les officines du pouvoir mais bien au nom d'une vision de ce qu'est une éducation véritable.

Sur ce sujet pourtant crucial, notre ministre et ses sbires, technocrates et pédagogues confondus, restent bien silencieux, trop occupés qu'ils sont peut-être à escalader la montagne d'études comptables et d'analyses statistiques des taux de réussite qui s'accumulent devant eux en prévision du Forum sur les collèges.

LES SPORTS

Candidat pour l'obtention du trophée Hart

Un exploit à la portée de Martin St-Louis

Toronto — Martin St-Louis a la chance de réussir un rare exploit. Seulement sept joueurs dans l'histoire de la LNH ont gagné le championnat des compteurs, la coupe Stanley et le trophée Hart remis au joueur le plus utile à l'issue de la même saison. St-Louis pourrait devenir le huitième s'il gagne le Hart à la remise des trophées demain à Toronto.

Le dernier joueur à avoir réussi le triple exploit a été Wayne Gretzky, qui l'a fait à trois reprises, en 1984, 85 et 87.

Guy Lafleur a réussi deux triples en 1977 et 1978. Bobby Orr, (1979), Jean Béliveau (1956), Gordie Howe (1952), Bill Cowley (1941) et Howie Morenz (1931) l'ont réussi une fois chacun.

Jarome Iginla, l'adversaire de St-Louis en finale de la coupe Stanley, et Martin Brodeur, le gardien des Devils du New Jersey, sont les autres candidats au trophée Hart.

St-Louis pourra aussi ajouter le trophée Lady Bing, remis au joueur le plus gentilhomme, à sa collection. Il est en lutte avec son coéquipier Brad Richards, déjà récipiendaire du trophée Conny Smythe décerné au joueur le plus utile en séries, et Daniel Alfredsson (Ottawa).

Deux autres adversaires de la finale, John Tortorella, du Lightning, et Darryl Sutter, des Flames, sont en lice pour le trophée Jack Adams remis au meilleur entraîneur. Ron Wilson, des Sharks de San José, est le troisième candidat.

Brodeur est aussi finaliste en vue du trophée Vézina qu'il a remporté l'an dernier, et il est en compétition avec un autre finaliste de la coupe Stanley, Miikka Kiprusoff. Roberto Luongo est l'autre gardien retenu.

Le trophée Norris remis au meilleur défenseur ira à Scott Niedermayer (New Jersey), Zdeno Chara (Ottawa) ou Chris Pronger (St-Louis), qui l'a déjà gagné en 2000.

La recrue de l'année, qui recevra le trophée Calder, sera choisi entre Michael Ryder (Canadien), Andrew Raycroft (Boston) et Trent Hunter (Islanders).

John Madden (New Jersey), le gagnant de 2001, Kris Draper (Detroit) et Alyn McCauley (San José) sont en lice pour le trophée Frank Selke, remis au meilleur attaquant défensif.

Presse canadienne

Le Lightning et les Flames ont de belles années devant eux

Les deux équipes finalistes de la LNH ne risquent pas de se retrouver dans les bas fonds du classement

FRANÇOIS LEMENU

Tampa — Il y a peu de chances de revoir le Lightning de Tampa Bay et les Flames de Calgary lors de la prochaine finale de la coupe Stanley. La parité dans la Ligue nationale et les changements à venir dans les structures économiques du circuit rendent un affrontement Tampa Bay-Calgary peu probable. D'ailleurs, il faut remonter aux années 1983 et 1984 pour retrouver les mêmes équipes dans des finales successives.

Cela dit, le Lightning et les Flames ne devraient pas replonger vers le bas du classement comme l'ont fait les Hurricanes de la Caroline et les Mighty Ducks d'Anaheim ces deux dernières années.

Le Lightning possède tous les éléments pour demeurer une formation de premier plan durant encore bien des années. Le défenseur Nolan Pratt a très bien résumé la situation.

«L'équipe ne mise pas sur les vedettes d'hier mais bien sur celles d'aujourd'hui», a-t-il fait valoir.

Brad Richards, 24 ans, vainqueur du trophée Conn Smythe, et Vincent Lecavalier, 24 ans, forment le noyau offensif de l'équipe que complète Martin St-Louis. A 28 ans, St-Louis vient de remporter le trophée Art Ross auquel pourrait s'ajouter le trophée Hart.

Dmitry Afanasev, 23 ans, Martin Cibak, 24 ans, et Ruslan Fedotenko, 25 ans, sont encore jeunes, cependant que les vétérans Fredrik Modin, 29 ans, Cory Stillman, 30 ans, et Eric Perrin, 28 ans, apportent de la profondeur à l'attaque des Bolts.

À la ligne bleue, Cory Sarich, 25 ans, Dan Boyle, 27 ans, Pavel Kubina, 27 ans, Jassen Cullimore, 31 ans, et Darryl Sydor, 32 ans, forment une brigade défensive à la fois mobile, expérimentée et robuste. Devant le filet, Nikolai Khabibulin, s'il reste à Tampa Bay, et John Grahame assurent une belle stabilité.

Les nouveaux champions de la coupe Stanley sont également bien dirigés par John Tortorella, secondé par Craig Ramsay et Jeff Reese. Enfin, il y a l'apport du directeur général Jay Feaster qui a su donner une direction à l'équipe.

«Cette concession allait nulle part avant l'arrivée de Jay, fait valoir Tortorella. Il a su identifier les



La photo de famille du Lightning de Tampa Bay.

besoins de l'équipe tout en assurant une continuité, tant chez les joueurs que parmi le personnel d'entraîneurs. Il a réussi cela dans un contexte difficile où le marché des joueurs autonomes est en pleine expansion.»

Une équipe compétitive

L'avenir des Flames est tout aussi prometteur s'il faut en croire le directeur général-adjoint de l'équipe, Al MacNeil.

«Cette équipe demeurera compétitive, assure-t-il. Elle sera même s'il faut tenir compte de facteurs économiques. C'est qu'elle repose sur des bases solides.»

Les Flames possèdent des atouts que d'autres équipes n'ont pas. Parmi ces atouts, il y a Jarome Iginla qui, à 26 ans, est peut-être le meilleur joueur de la Ligue nationale en ce moment. Les Flames ont également la chance de miser sur Miikka Kiprusoff, un gardien de 27 ans qui s'impose comme l'un des meilleurs du circuit.

La richesse des Flames se trouve cependant à la ligne bleue. Robyn Regehr, 24 ans, représentera le

Canada à la Coupe du monde. Toni Lydman, 26 ans, en fera autant du côté de la Finlande. Jordan Leopold, 23 ans, Steve Montador, 24 ans, Mike Commodore, 24 ans, Andrew Ference, 25 ans, Denis Gauthier, 27 ans, et Rhett Warriner, 28 ans, représentent à la fois le présent et l'avenir de la concession.

«Nous avons plusieurs bons jeunes joueurs et les deux derniers mois leur ont permis d'accélérer leur développement, explique MacNeil. Ces joueurs ont maintenant goûté aux séries et ils vont vouloir y revenir. Cette équipe n'a rien d'une étoile filante.»

Un défilé

Le Lightning tiendra son défilé de la coupe Stanley dans les rues de Tampa aujourd'hui. On se rappellera qu'il y avait eu beaucoup monde lorsque les Buccaneers avaient célébré leur conquête du Super Bowl. Le Lightning saura-t-il en attirer autant?

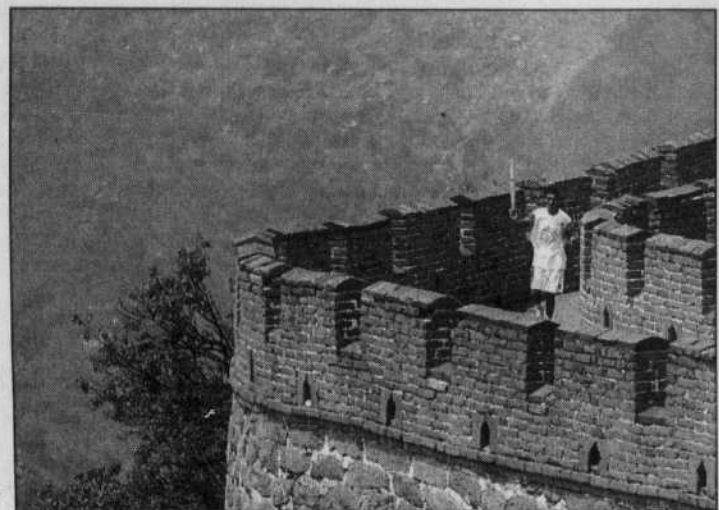
C'était très calme dans les rues de Tampa après le match de lundi.

La foule qui se trouvait à l'extérieur du St. Pete Times Forum s'est rapidement dispersée. On était loin des débordements survenus à Montréal en 1993.

Brad Richards a terminé en tête des marqueurs avec une production de 12 buts et 14 passes pour 26 points. Le lauréat du trophée Conn Smythe a aussi inscrit sept buts gagnants, un nouveau record de la Ligue nationale.

Le capitaine du Lightning, Dave Andreychuk, a remporté sa première coupe à son 1759^e match dans la LNH. Il disputé 1597 rencontres en saison et 162 en séries.

Nikolai Khabibulin a été solide devant le filet du Lightning. Il a conservé un dossier de 16-7, une moyenne de 1,71 et un taux d'efficacité de ,933. Il a également enregistré cinq jeux blancs, soit autant que son vis-à-vis Miikka Kiprusoff.



La flamme olympique emprunte un chemin tortueux pour se rendre à Athènes. Hier, elle était sur le mur de Chine.

Le drapeau du Timor flottera aux Jeux olympiques

Le nouveau venu à Athènes

Dili — C'est le dernier pays né au monde et Aguida Amaral passe ses jours à arpenter en courant. Il faut dire que la marathonnienne a de quoi être motivée: avec deux ou trois autres compatriotes, elle représentera son pays, pour la première fois de son histoire, lors des prochains Jeux olympiques d'Athènes.

«Le peuple du Timor-Oriental me soutient de ses prières», confie ainsi l'athlète de 32 ans. «Je sens que je ne suis pas seule.»

Aguida Amaral est une des deux spécialistes du marathon qui se préparent actuellement pour Athènes. Les deux athlètes pourraient être rejoints par un boxeur et un haltérophile, qui attendent la validation de leurs inscriptions, expliquent des responsables des sports.

Aguida Amaral ne sera cependant pas en territoire inconnu aux JO, puisqu'elle a déjà participé à ceux de Sydney en 2000. À l'époque, le Timor-Oriental était sous l'administration de l'ONU.

Quelque temps auparavant, les troupes indonésiennes aidées de miliciens avaient en effet investi l'île à la suite du vote des habitants en faveur de l'indépendance, en 1999, après 24 années passées sous l'autorité de Djakarta.

À Sydney, le contingent du Timor-Oriental avait donc dû concourir avec des tenues blanches, et sous le drapeau olympique.

Aguida Amaral avait néanmoins

réalisé une belle performance, se classant 43^e de l'épreuve en 3h10, ce qui lui avait valu une pluie d'applaudissements et l'admiration du monde entier.

L'ancienne colonie portugaise a gagné sa pleine indépendance il y a deux ans, mais l'île reste encore aujourd'hui très pauvre. Les immeubles brûlés sont encore visibles à Dili, la capitale, et dans les autres villes, et logiquement les sommes d'argent allouées au sport sont limitées.

Dans ces conditions, aucun de ses représentants ne semble en mesure de décrocher une médaille à Athènes, mais leur présence aura néanmoins une signification particulière pour Mateus da Cruz de Carvalho, qui dirigera la délégation olympique.

Aguida Amaral et ses compatriotes doivent, pour s'entraîner, commencer leurs exercices peu après l'aube chaque matin, pour éviter les chaleurs équatoriales.

Quelquefois, ils doivent aussi éviter les chèvres et les chevaux qui séjournent dans les immenses champs dans lesquels ils s'entraînent, à Fouest de Dili.

«Je suis heureuse désormais parce que les habitants du Timor-Oriental m'ont fait confiance pour représenter leur pays lors du plus grand événement sportif mondial», confie encore Aguida Amaral.

Associated Press

Un simple entraînement...



THIERRY ROGE REUTERS

LANCE ARMSTRONG, qui vise une sixième victoire consécutive au Tour de France, est au quatrième rang du classement général du Dauphiné libéré qu'il a gagnée l'an dernier. L'Espagnol José Gutierrez a remporté hier la deuxième étape du tour, disputée entre Bron et Saint-Etienne, et a pris la tête du classement général. Armstrong en a profité pour faire une ballade en compagnie du Britannique David Millar. — (AP)

Henin-Hardenne ne sera pas à Wimbledon

Wimbledon — La numéro 1 mondiale du tennis féminin Justine Henin-Hardenne a déclaré forfait hier pour Wimbledon, en raison d'une maladie virale persistante.

La Belge, finaliste de l'épreuve en 2001 et demi-finaliste lors des deux dernières éditions, a expliqué qu'elle avait suivi les conseils de ses médecins.

«Je suis triste et déçue d'annoncer que je ne serai pas capable de participer à Wimbledon cette année», a-t-elle annoncé dans un communiqué diffusé par les responsables du tournoi.

«Mes médecins m'ont donné des ordres strictes afin que je me repose pendant plusieurs semaines pour retrouver complètement ma forme.»

La championne belge est handicapée depuis plusieurs semaines par ce virus, de type mononucléose infectieuse, qui l'a empêchée de défendre convenablement ses chances à Roland-Garros (éliminée au second tour), dont elle était tenante du titre.

Clijsters se désiste

Lundi, sa compatriote Kim Clijsters avait également déclaré forfait en raison d'une blessure à un poignet. Elle a annoncé hier qu'elle allait subir une intervention chirurgicale afin d'enlever le kyste qui s'est développé dans son poignet, ce qui devrait la tenir éloignée de toute compétition pendant trois mois.

Dans une déclaration diffusée sur son site internet, elle déclare qu'elle manquera probablement de ce fait l'US Open. La numéro 2 mondiale a déjà manqué Roland-Garros cette saison.

Associated Press

EN BREF

Deux records du monde

L'Éthiopien Kenenisa Bekele a battu hier le record du monde du 10 000 mètres en réalisant un temps de 26 minutes, 20,31 secondes au meeting d'Ostrava en République tchèque, épreuve du super Grand Prix de la Fédération internationale d'athlétisme (FIAA). Son compatriote Haile Gebrselassie avait inscrit le précédent record de 26:22,75 à Hengelo, au Pays-Bas, en 1998. Le 31 mai dernièrement, Bekele avait battu un autre record du monde inscrit par

Gebrselassie, cette fois dans le 5000 mètres, avec un temps de 12:37,95 à Hengelo. L'Américaine Stacy Dragila a quant à elle inscrit un nouveau record du monde de saut à la perche en extérieur, en sautant 4,83 mètres au même meeting. Le précédent record de 4,82 mètres était détenu par la Russe Yelena Isinbayeva depuis l'an dernier. — (AP)

Bourque au Temple?

Que Raymond Bourque et Paul

Coffey accèdent au Temple de la Renommée du hockey à leur première année d'admissibilité ne va susciter aucune controverse.

Mais les discussions au sujet de Glenn Anderson, Dino Ciccarelli et quelques autres joueurs rejetés par le passé risquent de prolonger les délibérations du comité de sélection mercredi. Le seul autre joueur qui pourrait retenir l'attention à sa première année d'admissibilité est un troisième défenseur, Larry Murphy. Ciccarelli, qui a pris sa retraite en 1999, a marqué 608 buts au cours de sa carrière, ce qui le place au 13^e rang. — (PC)

Carlos Delgado bon deuxième

Le joueur de premier but des Blue Jays de Toronto, Carlos Delgado, est demeuré au deuxième rang du scrutin dans la Ligue américaine en vue du match des étoiles derrière Jason Giambi, des Yankees de New York. Giambi domine chez les joueurs de premier but avec 459 475 votes. Delgado est deuxième avec 263 480 votes alors que Kevin Millar, des Red Sox de Boston, est troisième. Delgado est le seul joueur des Blue Jays dont le nom apparaît parmi les meneurs. — (AP)

BASEBALL				
LIGUE NATIONALE				
Section Est				
	G	P	Moy.	Diff.
Floride	32	25	.561	—
Philadelphie	29	26	.527	2
Atlanta	28	28	.500	3 1/2
New York	28	28	.500	3 1/2
Montréal	18	37	.327	13
Section Centrale				
Cincinnati	34	23	.596	—
St. Louis	33	24	.579	1
Houston	30	26	.536	3 1/2
Chicago	29	27	.518	4 1/2
Milwaukee	27	27	.500	5 1/2
Pittsburgh	24	30	.444	8 1/2
Section Ouest				
Los Angeles	30	24	.556	—
San Diego	31	25	.554	—
San Francisco	29	28	.509	2 1/2
Arizona	22	35	.386	9 1/2
Colorado	21	35	.375	10
Hier				
San Diego à Boston				
Colorado à N.Y. Yankees				
Arizona à Baltimore				
Los Angeles à Toronto				
Floride à Cleveland				
Atlanta à Detroit				
San Francisco à Tampa Bay				
St. Louis à Chicago Cubs				
Philadelphie à Chicago White Sox				
Pittsburgh au Texas				
N.Y. Mets au Minnesota				
Montréal à Kansas City				
Cincinnati à Oakland				
Houston à Seattle				
Milwaukee à Anaheim				
LIGUE AMÉRICAINNE				
Section Est				
	G	P	Moy.	Diff.
New York	35	20	.636	—
Boston	33	23	.589	2 1/2
Baltimore	25	27	.481	8 1/2
Toronto	25	32	.439	11
Tampa Bay	21	33	.389	13 1/2
Section Centrale				
Chicago	30	24	.556	—
Minnesota	30	26	.536	1
Cleveland	25	29	.463	5
Detroit	25	31	.446	6
Kansas City	20	34	.370	10
Section Ouest				
Anaheim	33	23	.589	—
Oakland	32	24	.571	1
Texas	31	24	.564	1
Seattle	22	34	.393	11 1/2
Hier				
San Diego à Boston				
Colorado à N.Y. Yankees				
Arizona à Baltimore				
Los Angeles à Toronto				
Floride à Cleveland				
Atlanta à Detroit				
San Francisco à Tampa Bay				
Philadelphie à Chicago White Sox				
Pittsburgh au Texas				
N.Y. Mets au Minnesota				
Montréal à Kansas City				
Cincinnati à Oakland				
Houston à Seattle				
Milwaukee à Anaheim				